

Grandir
Travailler
Vivre
en Ariège



Vraiment à gauche ! Vraiment écolo !

Les enjeux humains, climatiques et environnementaux imposent des transformations radicales à engager dès maintenant pour mettre le cap sur un avenir résilient et solidaire, pour préserver l'avenir et réveiller la démocratie. Nous devons agir contre les méfaits et les conséquences du capitalisme et du productivisme sur le vivant, la biodiversité et le climat en modifiant nos façons de travailler, de produire, de consommer, de nous loger, de nous déplacer, de nous nourrir et de nous soigner.

Le département est une collectivité à préserver de promotion des solidarités et de la cohésion territoriale, laboratoire d'innovations porteur de solutions. Nous nous engagerons avec vous pour la nécessaire transition écologique et solidaire, génératrice d'emplois locaux, la justice sociale, le mieux vivre en Ariège. Nous souhaitons être vos interlocuteurs de terrain, sans autre mandat décisionnel. Nous vous appelons à contribuer par votre vote, à faire émerger ce projet de société qui prend vraiment soin du vivant et soucieux des générations futures.

CANTON DE FOIX



Pierre ALEXANDRE
Remplaçant
PCF, 66 ans, retraité
des Finances publiques.



Christian LAMMENS
Candidat
EELV, 60 ans,
artisan.



Odile BURLET
Candidate
Génération.s, 60 ans,
infirmière.



Lorena HUBBERT
Remplaçante
EELV, 34 ans,
animatrice biodéchets.



Patrick FONTAINE
Remplaçant
PCF, 56 ans, infirmier
secteur psychiatrique.



Gérard SENEVAT
Candidat
PCF, 72 ans, chef
d'entreprise retraité.



Florence CORTÈS
Candidate
EELV, 57 ans, écrivain
public – éditrice.



Dorine CHARTAUD
Remplaçante
Non encartée,
39 ans, restauratrice.

CANTON DU SABARTHÈS

CANTON DE HAUTE-ARIÈGE



Augustin ACHOULINE
Remplaçant
Non encarté,
28 ans, aide
médico-psychologique.



Olivier VACILOTTO
Candidat
EELV, 51 ans,
technicien
cartographe.



Hélène SALGUEIRA
Candidate
Génération.s, 55 ans,
adjoindes cadres
de santé.



Marie LABECOT
Remplaçante
PCF, 71 ans,
secrétaire
retraîtée.





SANTÉ

- Lutte contre la désertification médicale avec l'implantation de centres de santé publics, d'hôpitaux de proximité ;
- Défense du maintien et du retour de spécialités sur les centres hospitaliers ariégeois existants en redonnant les moyens perdus ;
- Actions de prévention en santé environnementale, politique nutritionnelle et promotion de l'activité physique ;
- Création d'un pôle de prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap vieillissantes, des personnes âgées, de tous les niveaux d'autonomie en lien avec les hôpitaux et les médecins : maintien à domicile, résidence d'autonomie, nouvelles places en EHPAD, appel à projets en vue de la construction d'EHPAD publics médicalisés et habitat inclusif ;
- Unité de soutien psychologique à domicile pour les personnes isolées : personnes âgées, en situation de handicap, atteintes de pathologie chronique...
- Soutien aux associations d'aide à la personne ;
- Pôle de professionnalisation des métiers des services à la personne et financement du permis de conduire pour les auxiliaires de vie ;
- Prévention et accès aux soins dans les écoles, les collèges et autres structures jeunesse (bilans annuels de santé dès la maternelle, accès gratuit à la contraception, planning familial...);
- Restauration collective éthique, locale, bio et sans plastique ;
- Suppression à moyen terme de l'usage des produits chimiques dangereux (via la commande publique, les structures dépendant de l'administration départementale, le financement d'équipements sportifs...).



SÉCURITÉ

- Politique, traitant les racines de l'insécurité, tournée vers la non-violence et soutien aux dispositifs innovants de prévention et d'aide aux victimes (violences faites aux femmes, harcèlements, discriminations pour exemples) ;
- Arrêt du déploiement de la vidéosurveillance (drones inclus) dans l'espace public ;
- Développement de postes d'éducatrices et d'éducateurs de rue.

PARTAGER UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE



CLIMAT

- Déclaration d'état d'urgence climatique ;
- Engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 ;
- Financements, aides et subventions soumis au respect de l'environnement, de la biodiversité et des conditions sociales ;
- Attribution d'une délégation départementale à la condition animale avec un budget propre ;
- Zéro artificialisation nouvelle des sols pour la biodiversité, la protection des forêts périurbaines, l'agriculture de proximité, et la réduction des risques d'inondation ;
- Arrêt des soutiens aux projets comme l'exploitation déraisonnée des gravières de Saverdun, le futur aménagement touristique du lac de Montbel, le but de la dérivation du Touyre... ;
- Conditionnement à l'utilité sociale, économique, à l'impact environnemental et à un véritable débat public et citoyen pour des projets tels que des usines d'embouteillage de l'eau, des réouvertures de mines, des expansions de carrières, la construction d'autoroutes, l'extension des stations de ski, des grandes surfaces, l'implantation d'antennes relais... ;
- Réalisation et financement des projets d'urbanisation ou d'infrastructure avec séquence ERC (Éviter - Réduire - Compenser) ;
- Rénovation thermique du bâti de la collectivité en privilégiant les entreprises locales, des matériaux biosourcés et le plus possible locaux ;
- Réduction des nuisances sonores et visuelles (application des lois) ;
- Défense d'un service de l'énergie vraiment 100 % public.



NUMÉRIQUE

- Véritable débat public sur le numérique, ses implications sur la santé, les libertés, le climat ;
- Sobriété et solidarité numérique, défense d'un moratoire sur la 5G.



EAU

- Protection de la ressource en eau et de sa qualité notamment en s'opposant aux projets de construction de réserves d'eau néfastes pour la nappe phréatique et le milieu naturel et en dénonçant toutes les tentatives de privatisation de notre bien commun comme celle des barrages hydro-électriques ;
- Protection des zones humides, des cours d'eau et des lacs de montagne ;
- Études pour la diminution du coût de l'eau pour les usagers, sur la possibilité de mettre en place des tarifs sociaux et pour l'accès à une eau potable à toutes et tous ;
- Maintien de la distribution de l'eau et de l'assainissement dans le domaine public et audit sur la SMDEA.



AGRICULTURE

- Action sur tous les leviers à disposition pour mettre un terme au modèle agricole productiviste destructeur pour les agriculteurs, la santé et l'environnement ;
- Soutien à l'agriculture biologique, à l'installation des jeunes, à la transformation au plus près et aux circuits courts ;
- PAT (Projet Alimentaires Territoriaux) ;
- Restauration collective, éthique, locale, bio et sans plastique avec juste rémunération des producteurs qui y contribue ;
- Vers une cohabitation réfléchie entre l'agropastoralisme et les grands prédateurs.

Nos engagements pour mettre le cap...

- Création de lieux d'écoute et d'échanges pour la jeunesse ;
- Accompagnement des victimes de violences conjugales et intra-familiales ;
- Lutte contre la paupérisation et l'exclusion par la mise en place d'un guichet unique ;
- Accès des allocataires du RSA aux éléments de calcul fixés par le conseil départemental ;
- Rénover le schéma départemental dépassé de protection de l'enfance ;
- Protection Maternelle et Infantile : combler d'urgence le manque cruel de médecins en poste ;

PARTAGER NOS SOLIDARITÉS

- Soutien à l'inclusion scolaire en améliorant l'accueil des enfants en situation de handicap ;
- Dispositifs de soutien financier et logistique aux départs en vacances des enfants défavorisés ;
- Politiques de « logement d'abord » ;
- Assurance de places en structures d'hébergement d'urgence en nombre suffisant, pour les personnes en difficulté ;
- Organisation de rencontres annuelles de l'égalité et de la diversité ;
- Mise en place de délégués départementaux de l'Observatoire national de la laïcité pour le règlement des conflits.

CULTURE

- Engagement pour un soutien réel et fort aux artistes ;
- Réel maillage culturel sur les territoires ruraux ;
- Soutien à la création de Coopératives d'utilisation de Matériel Culturel ;
- Prise en compte de la diversité des pratiques culturelles et artistiques de tout-es, y compris des langues régionales et de l'esperanto ;
- Création d'un poste de Défenseur des droits culturels ;
- Politique volontariste d'aide sous conditions écologiques et sociales aux initiatives culturelles.

SPORT

- Accès au sport des personnes différentes et/ou en situation de handicap et développement du sport féminin ;
- Accès pour toutes et tous à des équipements et infrastructures sportives de qualité et à proximité.

- Favoriser les liens intergénérationnels ;
- Moyens supplémentaires aux missions locales pour mieux accompagner les jeunes dans leurs projets de formation ;
- Développement de « parcours de la mémoire » ;
- Rénovation des équipements publics nécessaires à la vie quotidienne : crèches, écoles, collèges, équipements sportifs, culturels et de loisirs ;

PARTAGER NOS SAVOIRS

- Vers la gratuité des cantines scolaires ;
- Éducation au goût, au faire soi-même, au recyclage des déchets... de tout-es ;
- Avec l'Unicef, collaboration plus étroite pour un « département ami des enfants ».

PARTAGER UNE ÉCONOMIE LOCALE ET SOLIDAIRE

- Soutien total à l'emploi local non délocalisable ;
- Plateforme d'appui à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et un guide d'entrepreneuriat pour les porteurs de projets dans cette démarche ;
- Aide aux entreprises du département en transition, à la création de sociétés collectives d'intérêt collectif (SCIC), aux producteurs et artisans locaux, aux agriculteurs, aux restaurateurs et hébergeurs, aux commerces de proximité, aux ressourceries... ;
- Accompagnement à la formation des salariés dans la reconversion des entreprises, la transformation de leur qualification et à l'accès aux nouveaux métiers ;
- Plan de priorité d'achat aux salarié-es en cas de cession d'entreprise en vue de la création de société coopérative de production (SCOP) avec financement via l'épargne salariale et accompagnement des salarié-es à la gestion ;
- Réseau de pépinières d'entreprises de la transition écologique ;
- Démarche « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
- Développement de la monnaie locale ;
- Promotion d'une économie de la montagne et d'un tourisme respectueux de la nature, des paysages et de la ressource.

... sur un avenir résilient et solidaire.

PARTAGER NOS TERRITOIRES

- Vers un modèle de service public de transport écologique solidaire et multimodal ;
- Priorité aux transports collectifs, au covoiturage et aux mobilités actives (vélo du quotidien, marche...) et sécurisation des routes départementales ;
- Schéma des mobilités départementales en lien avec la Région notamment sur le milieu rural souvent abandonné ;
- Service public des transports pour la scolarité et aussi pour les loisirs, tendre à la gratuité à partir de tarifs sociaux ;
- Promotion du ferroutage.

- Attribuer une délégation départementale à la démocratie ;
- Assemblée citoyenne départementale, droit d'interpellation citoyenne, référendum citoyen et plateforme numérique d'information et de dialogue citoyen ;
- Budgets participatifs ;
- Participation des jeunes (conseil départemental des jeunes) ;
- Bilan annuel et agenda des projets en œuvre avec transparence maximale sur les décisions prises réellement au vu de l'utilité sociale et des impacts environnementaux ;
- Recours à l'Économie Sociale et Solidaire dans la commande publique, notamment en généralisant les clauses d'insertion dans les marchés publics ;
- Maîtrise publique des projets en limitant les partenariats publics privés et les délégations de services publics ;
- Création d'un service dédié à la politique contractuelle et à l'examen des financements possibles (Europe, État, Région) ;
- Exemplarité en qualité d'employeur par l'égalité homme/femme, la titularisation des personnels pour éliminer la précarité dans les services départementaux, la santé et la qualité de vie au travail, la mise en place de la semaine de 32 h ;
- Facilitation de l'exercice du mandat des femmes par la formation, la parité ;
- Soutien actif, sous conditions, à la société civile et aux associations œuvrant pour l'intérêt général et la protection de l'environnement ;
- Rédaction et signature d'une charte déontologique de l'élu-e avec pour exemple le non-cumul des mandats et le refus de conseillers départementaux comme membres du CA dans les syndicats mixtes ;
- Référent-es choisi-es au sein de l'assemblée départementale pour la représenter sur les territoires de chaque intercommunalité ;
- Responsabilisation des élu-es envers les générations futures.

PARTAGER NOS DÉCISIONS

Entendons, écoutons, agissons et ouvrons de nouveaux horizons !



Ariège - Élections départementales - 20 et 27 juin 2021

CONTACTS :

www.vraimentagauchevraimentecolo.com

 [Vraiment-à-gauche-Vraiment-écolo](https://www.facebook.com/vraimentagauchevraimentecolo)

 vraimentagauchevraimentecolo@protonmail.com

La transition ensemble !



GÉNÉRATIONS
le mouvement